

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 90

p.a.f. 0,80 € - mars-avril 2019

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskyste)

Contre la dictature du grand capital : **la perspective communiste révolutionnaire**

Dans ce numéro:

Les machines à promesses électorales en route

Les riches vont bien, merci

APE: Oui à des emplois stables et des salaires corrects !

Santé: pas besoin d'achever les vieux !

Loi climat: changer la constitution pour que rien ne change

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Les juges manifestent

Le 20 mars, les juges, les magistrats et les avocats de nombreux tribunaux ont arrêté leur travail pour protester contre la dégradation de leurs conditions de travail, le manque de moyens et de personnel. Ils ont organisés des marches, des « cortèges funèbres pour enterrer la Justice ». La vétusté des bâtiments, des Palais de Justice, fait régulièrement l'objet de reportages où l'on voit les moulures du plafond du siècle dernier effondrées sur des piles de dossiers qui s'entassent. Les plafonds fissurés, les murs moisis, les flaques d'eau jusque dans les cours des tribunaux sont le quotidien de ceux qui y travaillent.

Le ministre de la Justice, Koen Geens (CD&V), reconnaît qu'il faudrait 740 millions € pour rénover ces bâtiments, mais il accuse la lenteur administrative des permis de bâtir qui l'aurait empêché de faire son travail. Comme si la cause n'était pas 40 années de politiques d'austérité imposées à toute l'administration et aux services publics ! Le ministre balaye également d'un revers de la main le manque de personnel, en affirmant que « le cadre est rempli à 90% ». Une posture arrogante contredite par le témoignage de juges à la retraite appelés par le ministre à siéger bénévolement !

Ce manque de moyens retombe bien évidemment sur ceux qui ont affaire à la justice. Le nombre de tribunaux de Justice de paix, par exemple, est passé de 212 à 165.

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotsky, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour de nombreuses femmes divorcées, obtenir les jugements nécessaires pour ouvrir le droit à une pension alimentaire peut prendre des années.

La colère des juges et des magistrats, choqués par le peu d'intérêt des responsables politiques pour le fonctionnement de la Justice, est compréhensible. Finalement, les patrons et les gouvernements qui gèrent la société capitaliste en crise ont surtout besoin de prisons et de matraques, et pour ce qui reste de droits des opprimés, des simulacres de Justice suffisent. Il faut espérer que cette arrogance et ce mépris récolte un jour la révolte qu'ils méritent. Ce serait une justice, une vraie !



Palais de justice de Mons: une bache tendue pour empêcher le plafond de tomber sur la tête des gens...

Pour nous contacter:

Ecrire à BP 62 5100 Jambes, sans autre mention

à contact@lutte-ouvriere.be,

ou par téléphone au 0479-44.81.52.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

<http://www.lutte-ouvriere.be>

et sur facebook:

[LutteOuvrière.Arbeidersstrijd](https://www.facebook.com/LutteOuvriere.Arbeidersstrijd)

Abonnements:

Normal: 10 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Contre la dictature du grand capital, la perspective communiste révolutionnaire !

Ça y est, les machines à promesses électorales sont lancées. Les partis ont défini les discours avec lesquels ils espèrent gagner le plus de voix, les partenaires de coalition d'hier (et de demain) ont recommencé à se lancer des noms d'oiseaux.

Beaucoup d'électeurs des classes populaires sont dégoûtés du spectacle, et à juste titre. Les gouvernements diminuent nos pensions, nos salaires, organisent la chasse aux malades et la chasse aux chômeurs, imposent des économies dans les services publics et en livrent les parties rentables aux entreprises privées pour qu'elles puissent se gaver de profits... Et les députés et ministres qui décident de ces mesures sont bien payés et en plus, se servent bien souvent au passage.

Partout, les partis « traditionnels » sont discrédités. En Angleterre, ils accusaient l'Europe et les migrants de tous les maux, ce qui a mené au succès des partisans du Brexit. En Grèce, c'est la victoire de Syriza, en Italie, l'ascension de la Ligue et du mouvement 5 Etoiles qui fustigeaient les politiciens corrompus. On voit aujourd'hui l'impasse que constituent ces mirages électoraux et nationalistes pour les travailleurs.

En Angleterre, la situation des classes populaires n'a cessé de s'aggraver par le chômage et la hausse des prix. Et si les grandes entreprises et le gouvernement justifiaient hier leurs attaques par le « dictat de l'Europe », plusieurs grandes entreprises ont annoncé aujourd'hui des fermetures au cas où l'Angleterre sortirait de l'UE. Brexit ou pas, les banquiers et grands actionnaires font payer leurs crises et les inepties de leurs politiciens aux travailleurs. Déjà, le gouvernement britannique a promis des milliards aux banques pour qu'elles ne perdent rien avec le Brexit. C'est une nouvelle facture qui sera présentée à la population.

En Grèce, Syriza au pouvoir s'est transformé en huissier des grandes banques et continue la politique d'austérité qui appauvrit dramatiquement la population.

En Italie, le mouvement 5 étoiles « M5S » est entré dans une coalition avec la Ligue, le parti d'extrême droite de Salvini. Le « revenu minimum » promis s'est vite réduit à peau de chagrin. Par contre, Le M5S a

servi de marche-pied aux idées xénophobes et racistes de Salvini qui n'a d'autre but que d'organiser la guerre entre les pauvres pour permettre aux Agnelli, Benetton et autres grandes familles capitalistes italiennes de continuer à se gaver alors même que l'économie entre en récession.

Les élections ne changeront pas notre vie car elles ne peuvent pas remettre en question le pouvoir des capitalistes. Les gouvernements n'ont aucun contrôle sur les décisions des grandes banques et entreprises protégées par le secret des affaires. Pourtant ces décisions sont souvent déterminantes pour la vie des travailleurs et de la population.

La crise capitaliste est en train de s'aggraver. Les guerres commerciales s'intensifient. Les actionnaires des grandes entreprises et des banques sont bien déterminés à faire payer les travailleurs pour sauvegarder leurs profits. Ils le feront dans les entreprises par des licenciements et l'intensification de la charge de travail. Les Etats nationaux, l'Union européenne, les gouvernements régionaux, voire communaux, tous vont intensifier les pressions sur les travailleurs. Les travailleurs produisent toutes les richesses, mais leur part diminue alors que les profits augmentent.

L'enjeu pour les travailleurs c'est de se donner les moyens de défendre leur peau. Mais le simple fait de vouloir un CDI et un salaire correct se heurte au pouvoir patronal et du grand capital et nécessite des luttes importantes et renouvelées de génération en génération. C'est pour ça que les travailleurs conscients doivent se donner la perspective du renversement du capitalisme. Ce n'est que sous le contrôle collectif des travailleurs que les moyens extraordinaires dont dispose l'humanité aujourd'hui, pourront enfin servir à tous. C'est le seul moyen pour résoudre les grands problèmes qui menacent aujourd'hui l'humanité : la misère et les inégalités criantes, les crises à répétition, les guerres, la destruction de la nature...

Notre avenir ne se décide pas dans les urnes, mais par les luttes. Ce sont les travailleurs qui font tourner les entreprises et toute la société. Sans eux, les capitalistes ne sont rien. L'avenir de l'humanité est dans les mains des travailleurs et il sera communiste !

Réforme des points APE : oui à des emplois stables et des salaires corrects !

Le 21 mars, le gouvernement wallon a dû annuler le vote de la réforme des points APE suite à la défection d'une députée libérale, déçue d'avoir été écartée des listes pour les prochaines élections.

Les organisations syndicales, en particulier la FGTB, présentent ce recul comme une victoire arrachée par leur mobilisation. Il est vrai que les syndicats et les employeurs du secteur non-marchand concernés par cette réforme, avaient réussi depuis 2018 à organiser plusieurs manifestations rassemblant des milliers de personnes, comme lors du 18 mars dernier. Mais la seule perspective proposée par les dirigeants de la FGTB aux milliers de travailleurs craignant de perdre leur emploi à cause de cette réforme, c'est le retour du PS au gouvernement et la perpétuation du système des APE.

Ce système d'emplois aidés destinés au secteur non-marchand consiste en une importante baisse de cotisations sociales dues par l'employeur, en plus d'un subside de plusieurs milliers d'euros par an et par salarié. Avec la diminution des budgets de financement des crèches, des écoles, des hôpitaux, des maisons de repos mais aussi des clubs sportifs, des musées et des associations culturelles, les employeurs de ces secteurs ont été poussés à recourir massivement à ce type de contrats.

Cela est du reste, aussi le cas pour les communes, les CPAS, les Provinces voire le Forem, dont de nombreux emplois sont financés via ce mécanisme. Au point que sur les 210 000 emplois du secteur non-marchand, 60 000 sont financés par des points APE.

Et c'est précisément pourquoi le ministre libéral Jeholet tenait à supprimer ce type de contrats aidés, dont le financement coûte de plus en plus cher à l'Etat : jusqu'à 1,1 milliard € en 2018.

Il ne fait aucun doute que l'intention du ministre était de réaliser des économies. Sa réforme consistait à

répartir le budget de financement des APE entre les différents ministres, à charge pour eux de décider comment ces économies seraient réalisées, c'est à dire quelles associations devraient supprimer des emplois...

Mais présenter les points APE comme la condition même de l'emploi dans les services d'aides à la population, comme le font les syndicats, c'est justifier le recours à ces contrats précaires auxquels sont réduits des milliers de travailleurs de ce secteur. Dans l'enseignement par exemple, les années prestées sous contrats APE ne sont pas comptabilisées de la même façon que pour les contractuels et les fonctionnaires pour la prise en compte de l'ancienneté, et donc de l'évolution du salaire, et surtout le calcul de la pension.

Les emplois APE auxquels recourent les employeurs du secteur non-marchand sont des emplois au rabais, avec des salaires rivés au minimum légal. Au nom de quoi ces travailleurs devraient-ils se contenter de salaires minables et de pensions misérables ?! Il est possible de mobiliser pour la défense de ces emplois, et pour des salaires décents, sans défendre le principe du système APE... sauf pour des directions syndicales dont la seule ambition est de se retrouver face à un ministre PS !



Quémander des status précaires ou se battre pour des vrais emplois ?

Lutte Ouvrière sera présente aux élections à la Chambre, dans le Hainaut. Suivez notre campagne sur notre site et notre page facebook. Vous voulez participer à la campagne ? Contactez-nous !

Réunions publiques avec les candidats :

Samedi 6 avril:

Mons

17h00

Aux Brasseurs
Av. du Bélian 1

Mardi 30 avril:

La Louvière

19h30

Maison des
Associations
Place Mansart
21-22

Samedi 18 mai:

Charleroi

18h00

Maison des
8 Heures
Place Charles II

Lutte Ouvrière

Travailleuses, travailleurs, ouvriers,
employés, avec ou sans emploi,
jeunes, pensionnés, ...



Contre le grand capital,
le camp des travailleurs !



Isabel Destrumont
Enseignante



Beniamino Siriani
Ouvrier

BNP Paribas Fortis : interdiction des licenciements !

La banque annonce la suppression de 2 200 à 2 800 emplois, l'allongement de la semaine de travail pour ceux qui restent et la fermeture de 4 agences sur 10, tout en réalisant près de 2 milliards d'euros de bénéfices.



Il en faut toujours plus aux actionnaires, et tant pis si on transforme les villages et quartiers en un désert où les personnes âgées doivent faire des kilomètres pour trouver une agence, et les jeunes ne trouvent pas d'emploi.

Fortis a bien sûr les moyens de maintenir ces emplois, mais il faut un rapport de force pour l'y contraindre.

De l'argent il y en a, dans les caisses du patronat !

18 sociétés cotées en Bourse de l'indice Bel20 ont annoncé des profits pour 2018 de près de 20 milliards d'euros. C'est un petit peu moins qu'en 2017 qui était une année record.

Ce sont les travailleurs qui ont créé ces richesses. Il n'y a aucune raison de taire leurs revendications !

La sécurité de l'espace aérien ne tombe pas du ciel

Depuis plusieurs semaines, les aéroports sont contraints d'annuler des vols en raison des actions de grève des contrôleurs aériens.

Fin 2018, Belgocontrol est devenu Skeyes. Une entreprise publique autonome où concurrence et rentabilité sont devenus des maîtres mots. Les travailleurs, pourtant chargés de grandes responsabilités, y sont confrontés au sous-effectif, à la surcharge de travail, au stress, à des horaires exténuants, et à une direction qui fait la sourde oreille à leurs revendications. Comme l'a dit un contrôleur aérien au journal *Le Soir* après avoir été rappelé une fois de plus pendant sa période de repos, alors qu'ils sont 31 personnes là où 41 personnes sont prévues et nécessaires : « La bonne volonté, c'est fini ! ».

Ils ont bien raison de faire grève !

Grève dans l'enseignement flamand

Jeudi 20 mars, quelques 40 000 enseignants flamands ont fait grève pour dénoncer le manque de moyens pour l'enseignement et la charge de travail intenable. Une situation que connaissent bien aussi leurs collègues de l'enseignement francophone.



Audi / VW - Forest

Le secteur de l'automobile devant des temps difficiles... pour les travailleurs

Les annonces se suivent et se ressemblent : 7 000 suppressions d'emplois pour la marque VW, jusqu'à 14 000 chez Audi, des économies drastiques aussi chez BMW...

Les justifications sont nombreuses : le passage à l'électrique qui demande des investissements, la quasi stagnation en Chine, le seul marché où les ventes avaient augmenté ces dernières années, les tensions commerciales avec les Etats-Unis, le coût du scandale du diesel...

Sur aucun de ces problèmes, les travailleurs n'ont la moindre prise, mais c'est à eux que les actionnaires présentent la note, déterminés à ne pas perdre le moindre centime de leurs dividendes.

Il faut se préparer à défendre nos salaires avec la même détermination !

24 mars 2019

Leurs profits... ou nos salaires ?!

Après l'annonce par Audi d'un nouveau plan d'économies, prévoyant notamment la suppression d'un poste de cadre sur dix, c'est au tour de Volkswagen d'annoncer 5 milliards d'euros d'économies supplémentaires et la suppression de 5 000 à 7 000 postes, y compris à Wolfsburg même. Ces annonces tombent juste après une autre : l'annonce de l'augmentation des dividendes pour les actionnaires de 23% !

Message reçu

Après que le clan Porsche-Piëch, actionnaire principal du groupe Volkswagen, ait encaissé à lui seul 1 milliard des 2,5 milliards d'euros de dividendes, monsieur Porsche a commencé à remettre en question le poids du syndicat qui siège au conseil d'administration en Allemagne. Il l'accuse d'avoir favorisé une structure « encroûtée » chez VW et aussi chez Audi, qui « ne permettra pas de rester compétitif, alors que la situation sur le marché en Chine devient problématique ». « Le temps où nous faisons des compromis est terminé », dit-il encore.

Les travailleurs ont tout intérêt à se préparer à riposter dans la guerre de classe qui vient de leur être déclarée.

11 mars 2019

Pas besoin d'achever les vieux

Selon une étude du Centre fédéral d'expertise des soins de santé (KCE), 40% des Belges seraient d'accord d'arrêter des soins vitaux pour des personnes âgées de 85 et plus !

Le KCE a été mise en place en 2002 par le ministre des affaires sociales et des pensions de l'époque, Frank Vandenbroucke (sp.a). Sa raison d'être est de limiter les dépenses des soins de santé dans le contexte du vieillissement de la population. Il fait donc son boulot en posant des questions aux gens du genre : à choisir, faut-il mieux soigner un jeune qui a la vie devant lui ou un vieux qui a déjà vécu ? Histoire de faire justifier des mesures injustifiables.

Et pourquoi on ne peut pas faire les deux ?! Le KCE s'abstient bien de poser les vraies questions comme : « Trouvez-vous normal que les entreprises pharmaceutiques doublent et triplent leurs bénéfices en imposant à la Sécurité sociale des prix astronomiques, sans aucun rapport avec le prix de production ? », « Trouvez-vous normal qu'un hôpital doit être rentable comme une entreprise capitaliste ? », « Trouvez-vous normal la charge de travail dans les maisons de repos et de soins, alors qu'il y a tant de jeunes qui cherchent un travail ? »...

Ce n'est pas des personnes âgées qu'il faut se débarrasser, mais bien du capitalisme ! A l'âge de 200 ans, on le maintien en vie sous perfusion, en le nourrissant artificiellement d'argent public et en lui injectant l'argent de la sécurité sociale. Voilà une aberration !



Son cœur va encore saigner

Au congrès électoral du PS du 17 mars, il pleuvait des promesses : une pension de 1 500 € pour tout le monde et à 65 ans, les consultations chez le médecin et le dentiste gratuites, un repas chaud gratuit et bio par jour pour tous les enfants, les transports gratuits ou presque, une augmentation substantielle des salaires, un emploi garanti pour tous, un impôt sur la fortune...

Pour les élections, le PS rase gratis, mais une fois au gouvernement, il « découvre » à nouveau que c'est plus confortable de soutenir les patrons et les actionnaires que les travailleurs. Et il prend prétexte des coalitions... pour choisir de faire le contraire de son programme électoral. Comme à chaque fois.

Les travailleurs qui veulent changer leur sort compteront sur leur propre force collective, pas sur des mirages électoraux !

Un CV qui est tout un programme

Sabine Laruelle sera tête de liste du MR pour la région de Bruxelles. En tant que membre du conseil d'administration de Carrefour, elle y avait voté la suppression de 1 200 emplois, avant d'en démissionner sous la critique. Elle tenait à rester conseillère du cabinet de Jeholet, le ministre libéral de l'emploi wallon... Ce n'est pas une blague !

Les candidats du MR peuvent répéter le mot « jobs » autant qu'ils veulent, leur programme contre les travailleurs est en tête de leur liste !

Le déficit se cache... le temps du vote

La Commission européenne a décidé de ne pas publier son rapport sur la situation économique et financière des Etats membres... avant les élections. En Belgique aussi, le pronostic de la Banque nationale est très pessimiste. Il envisage un déficit supplémentaire de 7 à 8 milliards creusé pendant cette législature.

Le temps est aux promesses électorales. Mais gageons qu'à partir du 27 mai, la dette de l'Etat sera là pour justifier l'enterrement des promesses et des nouvelles mesures, et pour faire rembourser la population à la place des grandes banques et entreprises qui ont profité de cet argent.

Leur « sagesse » et la nôtre

Après une charge des policiers lors du rassemblement des gilets jaunes à Nice, Geneviève Legay, militante altermondialiste de 73 ans, a été blessée en tombant à terre et a été hospitalisée en urgence.

Macron, qui ne pouvait l'accuser d'être un casseur, lui a souhaité « un prompt rétablissement » et « une forme de sagesse », en précisant qu'à son âge, on ne doit pas aller manifester.

Ceux qui gouvernent et les riches voudraient qu'on soit sages, qu'on se taise devant toutes leurs injustices. Pas de chance pour eux, des millions de travailleurs,

de petites gens ont la sagesse de ne plus vouloir se laisser faire.



Avec les travailleurs d'Algérie !

Vendredi après vendredi, la contestation s'est transformée en marée humaine dans toutes les villes d'Algérie. Mais le régime persiste et signe : bien que grabataire et incapable de gouverner depuis des années, Bouteflika brigue un 5e mandat.

La clique au pouvoir n'a manifestement pas pu s'entendre sur un successeur et elle s'est, de nouveau, repliée sur Bouteflika, son plus petit dénominateur commun. En guise de concession, celui-ci s'est engagé à raccourcir ce mandat en organisant une élection présidentielle anticipée. C'est se moquer du monde !

Une telle mascarade ne peut qu'attiser la colère et accentuer le sentiment d'humiliation qui a poussé le peuple algérien dans la rue. Et le fait est que, depuis l'annonce du dépôt officiel de la candidature de Bouteflika, les manifestations spontanées se multiplient.

Le combat engagé par le peuple algérien est difficile, mais il en a mené d'autres, à commencer par la lutte contre la colonisation française et pour l'indépendance. Et on ne peut que saluer le courage dont ont déjà fait preuve les centaines de milliers de femmes et d'hommes qui ont osé descendre dans la rue. Ils l'ont fait malgré les interdictions de manifester et le chantage du régime à la guerre civile.

Oui, le peuple algérien, avec sa jeunesse aux avant-postes, ne supporte plus le mépris de ce régime mafieux qui prend l'État pour son tiroir-caisse. Fort de ces premiers pas, il continuera de se battre, d'une façon ou d'une autre.

Mais, pour que le sort des classes populaires et de la jeunesse algérienne change réellement, il faut qu'elles fassent entendre leurs intérêts et leurs

droits spécifiques de travailleurs.

Le gros des manifestants est constitué par la jeunesse qui, tout en étant éduquée et diplômée, se voit condamnée au chômage et à la misère si rien ne change. Il est constitué de travailleurs, de femmes au foyer, de chômeurs qui paient la crise au prix fort.

Avec l'inflation et la dévaluation du dinar, tous sont confrontés à l'effondrement de leur pouvoir d'achat. Le salaire minimum équivalant à 130 euros mensuels ne permet pas de vivre et s'ajoute aux difficultés de la vie quotidienne.

Au-delà des mots d'ordre de liberté et de démocratie, de plus en plus de gens se demandent ouvertement où va l'argent du pétrole et pourquoi autant de misère et de chômage. Répondre à ces questions, et se battre pour que chacun ait un emploi et un salaire décent qui suive l'inflation, est indispensable. Sans cela, la démocratie et la liberté resteront des mots creux pour la grande majorité des classes populaires.

Bien des catégories sociales se mêlent dans cette contestation, et des intérêts différents, voire opposés, s'y expriment. Avocats, journalistes, étudiants, militants islamistes et même affairistes militant pour leur business, chacun défendra ses intérêts. Et il y a le petit jeu des politiciens. On voit comment certains opposants, hostiles dans un premier temps aux manifestations, s'en revendiquent désormais pour se hisser au pouvoir.

Les intérêts des exploités ne peuvent être défendus que par les travailleurs eux-mêmes. C'est vrai là-bas comme ici. Cette contestation peut et doit être le premier pas pour cette prise de conscience. Oui, les travailleurs peuvent collectivement changer leurs conditions de vie et de tra-

vail et offrir à la société un autre avenir.

Ceux qui se révoltent en Algérie sont nos frères et nos sœurs. Nous sommes liés à eux par des liens familiaux et amicaux parce qu'une partie de la classe ouvrière, ici et en France, est composée de travailleurs originaires du Maghreb. L'Algérie, si longtemps colonisée par la France impérialiste, comme la Tunisie et le Maroc, continue d'ailleurs toujours de faire les beaux jours du grand patronat français et européen. C'est la raison pour laquelle le régime autoritaire algérien convient parfaitement aux gouvernements occidentaux.

Ce sont aussi nos frères et nos sœurs parce qu'ils appartiennent au monde du travail. Si des raisons politiques propres à l'Algérie les ont poussés à agir, le combat qu'ils ont à mener pour garantir leurs conditions d'existence est celui que doivent mener les travailleurs de tous les pays.

En Algérie, la domination d'une coterie de généraux et de bourgeois passe par le contrôle de l'État qui lui permet d'accaparer la rente pétrolière. Ici, la grande bourgeoisie, les Wittouck, Vandamme, Spoelberch, Mévius, Frère, Colruyt et Cie, s'enrichit en dominant les grands groupes industriels et financiers. Mais les uns comme les autres prospèrent sur l'exploitation des travailleurs, y compris des deux côtés de la Méditerranée pour certains.

Alors, puisse la lutte du peuple algérien être porteuse de perspectives pour les travailleurs !

Pour suivre l'actualité en Algérie d'un point de vue communiste révolutionnaire : <https://lutte-ouvriere.org>

Loi climat : changer la constitution pour ne rien changer

Dimanche 24 mars, des centaines d'activistes et de jeunes mobilisés pour le climat ont occupé la zone neutre devant le siège du gouvernement. Ils veulent faire pression sur les parlementaires pour faire aboutir la « loi spéciale climat ».

Cette modification de la constitution prévoit plus de coopération entre les régions sur la question. Mais d'un côté, les partis flamands ne veulent pas voir la régionalisation des politiques environnementales remises en question, tandis que les partis francophones sont réticents à ouvrir la « boîte de Pandore » du communautaire.

Voir que même des régions d'un petit pays comme la Belgique sont incapables de travailler ensemble, alors que cette question primordiale demande une solution planétaire, c'est affligeant !

On pourrait même dire que

gouvernements et parlements n'arrivent même plus à faire semblant. Car ce n'est certainement pas un peu de blabla sur le climat dans la constitution qui empêchera les grandes entreprises de polluer. Les auteurs de cette loi n'envisagent de toute façon pas de vraiment faire pression sur les entreprises mais entretiennent l'illusion d'une « économie verte », pourtant impossible dans une économie basée sur l'exploitation, la concurrence et le profit.

Pour que ça change vraiment, il faudra que les travailleurs imposent leur contrôle sur les entreprises où ils travaillent et informent la population sur tout ce qui s'y fait. Des pièces transportées « juste à temps » par routes et par ciel jusqu'aux contournements des lois anti-pollution qui existent déjà. C'est ça qui permettrait de vraiment « changer le système ».



Non aux centres fermés !

Le centre fermé de Vottem a 20 ans. C'est l'occasion de rappeler qu'il y a 5 centres fermés en Belgique. Des centres où sont enfermés des milliers de femmes, d'hommes et aussi des enfants déclarés « illégaux » c'est-à-dire n'ayant pas les papiers nécessaires à leur entrée sur le territoire, ou s'étant vu refuser leur demande d'asile, ou ne disposant pas de ressources suffisantes pour subsister en Belgique...

Bref des femmes et des hommes enfermés parce qu'ils sont pauvres et cherchaient une vie meilleure. Car pour les riches pas de problème de papiers, ça s'achète et le tapis rouge est déroulé !

Boulimie

Selon le magazine pour riches Forbes, Eric Wittouck serait le nouvel homme le plus riche de Belgique. Héritier d'un empire du sucre (Tirlemont), la famille a tourné le dos au sucre en 1989... pour se reconvertir dans le marché des régimes avec le rachat de Weight-watchers ! C'est un marché prometteur dans un monde où l'industrie agroalimentaire intoxique les populations avec le sucre ajouté à tout...

Le monsieur qui disposerait d'une fortune de 7,6 milliards de dollars selon Forbes, vit à Monaco et ne paye pour ainsi dire pas d'impôts, même pas pour son yacht de 49 mètres d'une valeur de 18 millions d'euros.

Un régime radical s'impose !

Les riches se portent bien, merci

Selon le site « derijkstebelgen.be », ce n'est cependant pas Wittouck, mais Alexandre Vandamme, actionnaire d'AB Inbev, qui serait le Belge le plus riche avec une fortune de plus de 17 milliards d'euros. En deuxième place les familles Spoelberch et de Mévius, également actionnaires d'AB Inbev, suivies des familles Frère et Colruyt et Wittouck en sixième. La fortune de Wittouck ne serait que la moitié de l'estimation de Forbes... ce qui est déjà pas mal !

Ces six familles cumuleraient près de 52 milliards d'euros, près de deux fois l'équivalent des dépenses de

la sécurité sociale pour les soins de santé, dont de plus en plus de gens sont privés aujourd'hui.

Voilà où il faudra aller chercher l'argent qui manque aux familles de travailleurs.

My boss is rich

Selon Forbes encore, le fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, reste l'homme le plus riche du monde. L'été 2017, sa fortune était encore estimée à 90,5 milliards de dollars, elle serait de 134 milliards aujourd'hui : un gain de près de 50 % en un an et demi !

Sans la course effrénée des 650 000 travailleurs d'Amazon dans le monde, la fortune de Jeff Bezos n'existerait même pas !

Et les pauvres plus pauvres

En Flandre, 97 139 personnes ont fait appel au CPAS en 2017 pour pouvoir faire face à des dépenses telles qu'une paire de lunettes, les factures de gaz, eau, électricité, une facture scolaire, du lait pour les enfants, un passage chez le dentiste, les frais d'inscriptions pour une formation... Une augmentation de 30 % en 5 ans.

Et selon les CPAS, ce ne sont pas que des personnes vivant du RIS, mais bien souvent des travailleurs qui ont un salaire... mais qui ne suffit pas pour faire face au coût de la vie !